

netteté habituelle à ses réponses. Il est inutile d'essayer d'obtenir des réponses directes du gouvernement ou des ministres, on n'obtient que des réponses évasives et vagues ou des supercheries pures et simples.

• (2140)

Je crois, monsieur, que le ministre a raison de dire que les jeunes sont déçus et désillusionnés. Ils le sont parce que les hommes politiques croient que la chose la plus importante au monde est de se faire réélire. Je suppose que c'est la chose la plus importante au monde pour bon nombre d'entre eux, mais s'ils y pensent deux fois, ils se rendront compte que la chose la plus importante est la confrontation directe des questions d'actualité.

La proposition du gouvernement présentée par le ministre de l'Environnement dans l'exposé qu'il a fait à Vancouver, c'était la décentralisation du pouvoir décisionnel, et il a parlé des sociétés de la Couronne. Ces dernières semaines, une nouvelle société de la Couronne a été formée qui s'appelle la CDC. J'aimerais revenir ici pour un instant aux remarques que j'ai faites au sujet du problème des ethnies anglaise et française qui existe au Canada. On se pose des questions quand on lit les statistiques comme celles qui ont trait à la CDC.

Son conseil d'administration se compose de 18 membres et, parmi ces 18 membres, un administrateur vient de la Colombie-Britannique, un de l'Alberta, un de la Saskatchewan, un du Manitoba, un du Nouveau-Brunswick, un de la Nouvelle-Écosse, mais il n'y en a pas de Terre-Neuve ni de l'Île du Prince-Édouard; il y a quatre administrateurs de l'Ontario et huit du Québec. Le quorum de ce conseil d'administration est de huit. Ceci signifie que les représentants de la province de Québec, qui sont au nombre de huit, avec un autre qui se joindrait à eux, pourraient prendre des décisions qui se traduiraient par l'entrée illimitée de capitaux dans cette province ou dans toute autre province. Il me semble que cet état de choses justifie une certaine inquiétude. Pourquoi ce déséquilibre existe-t-il?

J'appuie entièrement ce qu'a dit aujourd'hui le député de Prince-Albert au sujet de la sécurité. Je trouve très déconcertant, comme bien d'autres Canadiens d'ailleurs, le fait que l'on ait établi ce corps de sécurité distinct au Canada, et je m'inquiète que l'on ne nous en dise rien. Le premier ministre avait promis, en avril 1969, de nous accorder une journée entière de débat sur cette question une fois que le rapport sur la sûreté aurait été déposé. Il ne nous a pas donné cette occasion, et apparemment, il a complètement fait marche arrière et nous dit maintenant que nous devrions consacrer à cette question un jour réservé à l'opposition.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre. Vu qu'il est 9 h. 45, il est de mon devoir, conformément au paragraphe (5) de l'article 38 du Règlement, d'interrompre le débat immédiatement et de mettre aux voix la motion principale. La Chambre désire-t-elle adopter ladite motion?

**Des voix:** D'accord.

**D'autres voix:** Non.

(La motion de M. Whicher est adoptée.)

**L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé)** propose:

Que l'Adresse soit grossoyée et remise à Son Excellence le Gouverneur général par monsieur l'Orateur.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

#### LES SUBSIDES

**L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, conformément à l'article 58 du Règlement, je propose, avec l'appui du ministre des Affaires des anciens combattants (M. Laing):

Que la Chambre étudie les subsides à sa prochaine séance.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

#### LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, avant l'ajournement, le leader du gouvernement à la Chambre nous dirait-il si l'on a modifié l'ordre des travaux prévus pour la Chambre qu'il a annoncé mercredi dernier?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, demain nous étudierons le projet de loi sur les arrangements fiscaux avec les provinces, tel que je l'ai annoncé mercredi, pour passer ensuite, après la deuxième lecture, à la liste des bills donnée alors. S'il y a changement, je préviendrai mes honorables amis.

**M. Baldwin:** Une seule autre question, monsieur l'Orateur, dont j'aimerais maintenant donner avis au leader du gouvernement à la Chambre. Nous dira-t-il d'ici une semaine ou une dizaine de jours si le gouvernement a l'intention de présenter le budget avant Pâques?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, je tiendrai la question pour préavis.

(Sur la motion de M. MacEachen, la séance est levée à 9 h. 50.)